

DISCOURS DE BIENVENUE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE, SON EXCELLENCE BENJAMIN WILLIAM MKAPA, A LA CEREMONIE OFFICIELLE D'OUVERTURE DES NEGOCIATIONS DE PAIX SUR LE BURUNDI A ARUSHA LE 15 JUIN 1998.

Excellence M. Yoweri Kaguta Museveni,
Président de la République d'Ouganda et Président de l'Initiative d'Arusha sur le
Processus de Paix au Burundi;

Excellence M. Pasteur Bizimungu,
Président de la République du Rwanda;

Excellence M. Pierre Buyoya,
Président de la République du Burundi;

Excellence Mwalimu Julius K. Nyerere,
Facilitateur du Processus de Paix sur le Burundi;

Excellence Général Christon Tembo
Vice-Président de la République de Zambie;

Excellence Ablasse Ouédraogo
Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso et représentant le Président en exercice
de l'OUA;

Excellence Dr B. Godana
Ministre des Affaires étrangères du Kenya et représentant du Président Moi;

Excellence Léonce Ngendakumana,
Président de l'Assemblée nationale du Burundi;

Honorables Ministres;
Responsables des partis politiques et autres parties intéressées;
Responsables des missions observatrices;
Honorables invités,
Excellences,
Mesdames et Messieurs.

Au nom du gouvernement et du peuple tanzaniens, je souhaite à vous tous la bienvenue dans notre pays et à Arusha, ville qui a fini par symboliser les efforts régionaux et collectifs sans précédent pour une plus grande paix, la sécurité et la stabilité dans la région des Grands Lacs. je vous suis sincèrement reconnaissant pour le fait que, malgré le délai de convocation très court, vous aviez pu être présents à cet événement qui, nous l'espérons, sera un tournant décisif dans la récente et triste histoire du Burundi.

Votre présence constitue l'affirmation renouvelée de votre attachement et de votre engagement individuels, nationaux et collectifs au processus de paix d'Arusha et de votre confiance indéfectible au facilitateur. L'initiative d'Arusha est véritablement une expression

de solidarité, d'unité de but, d'engagement à la paix et à la stabilité et une amitié et une coopération sincères parmi nous tous de la région des Grands Lacs. Cela constitue un grand testament dont nous avons le droit d'être fiers. Mais, chose plus importante, un aspect que nous devons nous efforcer de soutenir et d'entretenir.

C'est également une manifestation des valeurs politiques et démocratiques partagées qui s'enracinent à présent dans notre région. Il s'agit des valeurs que nos frères et soeurs au Burundi entretiennent également et auxquelles ils ont droit. Notre engagement collectif à ces valeurs démocratiques est si profond que nous étions unanimes pour prendre des mesures draconiennes mais nécessaires contre le régime militaire de Bujumbura en 1996.

Dans la poursuite de ces idéaux, nous endossons la responsabilité collective d'aider nos frères et nos soeurs à sortir du précipice des attitudes auto-destructives de l'intolérance, de la suspicion et de la peur mutuelle et profondément enracinées. Nous sommes convaincus qu'un avenir paisible et sécurisant pour tous les Burundais ne peut être assuré que par les négociations politiques collectives basées sur l'application pratique des principes et des valeurs démocratiques tout en garantissant la sécurité de tout un chacun y compris des minorités. C'est ce processus que nous, dans la région, devons soutenir et encourager.

Le processus de paix pour le Burundi a eu ses mérites et ses imperfections. A vrai dire, ce processus a été tortueux et déconcertant. A maintes reprises des espoirs ont été nourris puis ont été déçus. Que ce soit à Arusha, à Mwanza ou à Rome, à Bujumbura, à Dar-es-Salam ou à Kampala, nous sommes consternés par le fait que le seul facteur constant parmi les variables de l'équation de paix a été la déception et la frustration. Mais tous ces efforts ont été vains. A la faveur de la rétrospection, je considère à présent chaque initiative prise comme une pierre angulaire dans l'événement historique de ce jour.

Je voudrais par conséquent exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes, institutions et aux gouvernements qui ont oeuvré inlassablement pour veiller à ce qu'en fin de compte les négociations de paix collectives que nous appelons de tous nos voeux puissent enfin commencer. Mwalimu Nyerere, le facilitateur, a fait preuve de patience, de sagesse et des qualités d'un homme d'Etat extraordinaire. Sa compétence suprême et sa véritable neutralité l'ont fermement placées au centre de tout le processus de paix. Je le remercie très sincèrement.

Je remercie tous mes collègues responsables régionaux qui, sans exception, ont soutenu le facilitateur et créé le cadre régional dans lequel s'était poursuivie son oeuvre et l'appui politique retentissant dont il avait besoin pour son influence impressionnante et décisive.

Je remercie toutes les parties et les personnes intéressées au Burundi, ceux qui sont tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Burundi, d'avoir accepté de participer à ces négociations collectives. Je voudrais également remercier le Président en exercice de l'OUA, S.E. Président Blaise Compaoré pour avoir délégué son ministre des Affaires étrangères pour le représenter à cette importante occasion pour l'Afrique.

Enfin, je remercie les observateurs et les représentants spéciaux de la région ainsi que les gouvernements et les institutions qui ont financé les consultations et les préparatifs de cette réunion et d'autres ayant trait au processus de paix sur le Burundi. On ne serait pas venu de

si loin sans leur appui. Le travail est loin d'être terminé; en fait cela ne fait que commencer véritablement maintenant et leur soutien nous sera toujours nécessaire.

M. Le Président,

Il est impérieux que les pourparlers de paix entamés aujourd'hui se poursuivent sans heurts, sérieusement et honnêtement vers des négociations réelles et profondes. Nous, responsables de la région, nous ne nous attendons pas à ce qu'il s'agisse d'une occasion de plus ou à une palabre ordinaire dont nous avons été toujours les témoins pendant longtemps. Mieux, nous voulons et nous espérons que chaque partie s'attelle rapidement à la tâche et s'engage dans de sérieuses négociations avec les autres acteurs de ce processus.

Je comprends parfaitement bien la nécessité pour chaque partie de chercher certaines garanties à chaque étape des négociations afin de rendre le processus durable. Il doit s'agir de garanties et d'exigences raisonnables et non de simples excuses pour bloquer tout le processus. Tous les facteurs nécessaires au succès sont mis en place. Les responsables régionaux demeurent plus que jamais prêts à renforcer le processus. Les observateurs et les personnes ressources sont prêts à contribuer au développement du processus. La participation est collective dans une perspective jamais atteinte auparavant. Et mieux encore, le processus bénéficie exclusivement des atouts exceptionnels du facilitateur dont la personnalité, les connaissances du problème et le dévouement à la solution de paix devraient servir d'inspiration.

Il y a bien entendu, la question préoccupante des sanctions que nous, responsables de la région, avons imposées sur le Burundi suite au coup d'état militaire de juillet 1996. D'abord, je devrais préciser que l'essentiel des sanctions ont été levées lors des sommets subséquents de la région des Grands Lacs à mesure que des progrès tangibles ont été faits au Burundi dans le cadre des conditions que nous avons imposées pour leur assouplissement. Toutes ces sanctions qui ont des effets néfastes sur l'homme de la rue et les couches vulnérables de la population notamment les produits alimentaires, les médicaments, les intrants agricoles, le matériel éducatif et les matériaux de construction, etc, ont été déjà levées.

Ensuite, nous avons toujours affirmé que dès que les négociations de paix commencent véritablement, et que toutes les parties font preuve d'un désir réel d'engager les pourparlers en bonne foi, un Sommet des Grands Lacs procéderait à un examen final de la question des sanctions.

Nous ne pouvons et ne devons pas, lever toutes les sanctions de façon prématurée. Nous ne voulons pas asphyxier le processus de négociations. J'ose le dire parce que je crois que le régime des sanctions a contribué de manière significative à assurer ces négociations de paix qui sont aujourd'hui relancées. C'est grâce aux sanctions que:

- o un décret gouvernemental a été adopté le 13 septembre 1996 pour restaurer l'Assemblée nationale et autoriser les partis politiques;
- o certains camps de regroupement ont été fermés;

- o un dialogue interne entre les divers partis a eu lieu conjointement avec le dialogue en cours entre les divers partis et le facilitateur;
- o Le Président de l'Assemblée nationale, Léonce Ngendakumana, qui incarne la légalité, a recouvré sa liberté ainsi que les anciens présidents Ntibantunganya et Bagaza et ont pu prendre la place qui leur revient de droit dans le processus de paix; et
- o les groupes basés à l'extérieur ont été associés au processus de paix après qu'on ait reconnu leur importance.

Oui, les sanctions ont permis d'encourager le processus de paix sur le Burundi et nous devons être sûrs de l'aboutissement du processus avant de le considérer comme un instrument de persuasion. Nous ne pouvons le faire que lorsqu'il y a une preuve de l'irréversibilité du progrès dans ces négociations lancées aujourd'hui. Un tel progrès sera rapidement reconnu et récompensé.

En conclusion, permettez-moi de réitérer que, nous, responsables de la région, sommes venus participer à cette cérémonie d'ouverture des négociations de paix sur le Burundi pour faire preuve de notre solidarité avec le Burundi et pour prouver notre volonté politique collective d'aider à faire avancer le processus de paix. Nous sommes ici pour affirmer notre volonté et notre détermination à contribuer par tous nos moyens à une solution durable aux problèmes politiques et sécuritaires qui se posent à nos voisins du Burundi. Il revient à tous les partis et groupes burundais y compris les forces armées et tous les groupes armés de choisir la voie de la paix au lieu de celle de la guerre; la voie de la réconciliation plutôt que celle de la récrimination mutuelle, la voie de la vie plutôt que celle de la mort.

Je vous remercie tous, Excellences, MM. les Chefs d'Etat, ou leurs représentants pour être venus à Arusha encore une fois pour cette fin. Je remercie le Président Buyoya et toutes les parties aux négociations à venir. Je leur lance un appel sincère pour qu'ils fassent taire leurs intérêts de clocher et se focalisent plutôt sur l'avenir de la nation burundaise. Les yeux, les oreilles et les espoirs du peuple burundais, des peuples et des gouvernements de la région des Grands Lacs et de l'Afrique et en fait de tout le monde entier sont braqués ici. Je vous prie de ne pas les décevoir et de ne pas nous décevoir. Déchargez plutôt l'homme de la rue de ce fardeau. Plus que quiconque, ils ont le droit d'attendre un dénouement honorable et rapide de ce processus.

Je souhaite pleins succès à cette réunion.

Je vous remercie pour votre aimable attention.